

Syrie : le siège de Kobané Focus sur l'Etat islamique

32 /// 15 décembre 2014

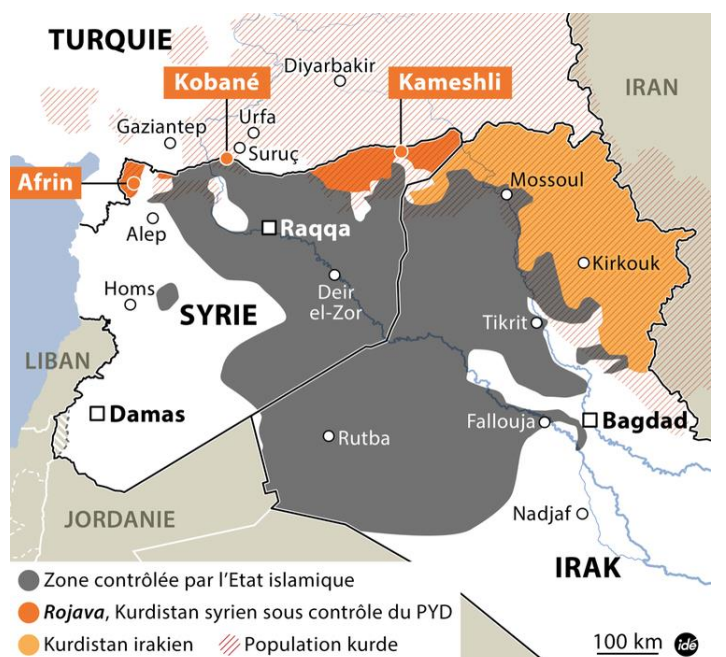
A l'attention du lecteur • Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.
Directeur de publication : Véronique Schultz.

Depuis septembre 2014, la ville kurde de Kobané, située au nord de la Syrie, se retrouve assiégée par les forces de l'Etat islamique. Aux prises sur le terrain avec les hommes de l'YPG, du PKK et de l'ASL, ces dernières sont également la cible de bombardements américains. Toutefois, c'est vers la Turquie voisine que les regards convergent, dans l'espoir d'une intervention terrestre qui mettrait fin aux combats.

présentant plus qu'une faible résistance. Les effets de cette tactique sont toutefois différents ici : l'EI connaît mal le terrain humain kurde, ce qui accentue ses lacunes en termes de renseignement et d'adaptation stratégique¹.

La bataille du canton (1). Les assauts de l'EI sur les villages entourant Kobané ont débuté le 16 septembre². Le groupe terroriste ne mettra que quelques jours pour en occuper une quarantaine. Sa progression s'accompagne d'exécutions sommaires, de viols, pillages et décapitations relayés sur les réseaux sociaux. La population fuit dès lors vers la Turquie, qui recueille 45 000 réfugiés en quatre jours³. Approchant de Kobané, l'EI parvient à y couper l'eau et l'électricité, pendant que les **Unités de protection populaire kurdes** (YPG), bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD) demandent l'aide du **Parti des travailleurs du Kurdistan** (PKK), qui envoie 300 à 500 combattants de Turquie. Ankara laisse faire dans un premier temps, avant de fermer sa frontière le lendemain. Parallèlement, 600 hommes supplémentaires affluent rapidement des autres zones kurdes de Syrie. Face à eux, l'EI aurait engagé à ce stade 5 000 à 7 000 djihadistes⁴.

Les bombardements (2). Dans la nuit du 23 au 24 septembre, les chasseurs de la nouvelle coalition dirigée par les Etats-Unis frappent plusieurs positions djihadistes⁵. Leurs sorties seront quasi quotidiennes, avant de s'étendre progressivement à d'autres localités de Syrie, mais il faudra attendre l'intervention de forces spéciales britanniques pour assurer le guidage au sol et améliorer la performance des tirs alliés⁶. Conservant toutefois l'avantage, les forces djihadistes commencent de leur côté à bombarder la ville le 27 septembre. Depuis Mossoul, l'EI est en effet doté



1. FAITS : UN SIEGE EPUISANT LES TACTIQUES DE L'ETAT ISLAMIQUE

Le déroulement du siège de Kobané rappelle la prise de Mossoul en Irak (juin 2014) : les forces de l'**Etat islamique** (EI) avaient alors procédé à des manœuvres d'encercllement en harcelant les villages alentours, pour mieux disperser les forces adverses sur un large territoire et atteindre le moral des populations locales, avant de fondre sur une ville ne

¹ MAHAVEDAN, Prem. The neo-caliphate of the Islamic State. CSS, décembre 2014. Consulté le 8/12/2014. Disponible sur : <http://urlz.fr/11Ro>

² RODIER, Alain. Syrie : la bataille de Kobane. CF2R, 3 décembre 2014. Consulté le 8/12/2014. Disponible sur : <http://urlz.fr/11Sb>

³ A terme, 80 à 90% des habitants du canton prendront la fuite.

⁴ Deuxième bataille de Kobane. Wikipédia, 9 décembre 2014. Consulté le 9/12/2014. Disponible sur : <http://urlz.fr/127f>

⁵ CAFARELLA, Jennifer ; BELL, Theodor. Syria Update : October 10 - October 17, 2014. Institute for the Study of War, 17 octobre 2014. Consulté le 9/12/2014. Disponible sur : <http://urlz.fr/12ay>

⁶ RODIER, Alain, *op. cit.*

d'armes lourdes, telles que des lances roquettes, quelques véhicules blindés, des pièces d'artillerie, mais aussi plusieurs chars russes T-72 et un tank américain Abrams saisi à l'armée irakienne.

Les combats urbains (3). L'état se resserre de plus en plus sur Kobané, et ses forces de l'EI entament le 1^{er} octobre leur progression dans ses faubourgs sud-est. Repoussées dans un premier temps par leurs adversaires, elles reprennent leurs bombardements sur les positions kurdes. Le 5 octobre, l'EI parvient finalement à hisser son drapeau sur des bâtiments à l'est de la ville, ainsi que sur **la colline stratégique de Mashtanour**. Puis les djihadistes investissent la ville et, après avoir reçu des renforts de leur **siège à Raqqa**, prennent le 8 octobre le QG des forces de police kurdes. Ils tiennent ainsi un tiers de la ville. Une offensive djihadiste menée sur l'ouest de Kobané est toutefois repoussée grâce au soutien aérien, et le commandant **Abou Mohammad al-Amriki** y serait tué⁷. Entre le 10 et le 13 octobre, une contre-offensive kurde retarde encore la progression de l'EI et permet même de reprendre du terrain, mais les djihadistes réussissent le 14 à prendre le centre de la ville, de plus en plus près de la « zone de sécurité » où se trouve le siège des YPG, et à contrôler 50 à 60% de la cité. Chaque camp bénéficie de renforts extérieurs, alors que des poches de résistances se forment de part et d'autre du front, compliquant ainsi le travail de la coalition. Celle-ci parachute des armes, des munitions et du matériel de secours qui, parfois, tombera aux mains de l'ennemi, obligeant dans ce cas l'aviation à les détruire⁸.

Vers la fin octobre, les combats s'intensifient, l'EI reprenant ses raids au centre et à l'ouest, ainsi que le long de la frontière turque pour couper les lignes d'approvisionnement kurdes. Ses avancées sont cependant repoussées par les YPG, qui sont alors rejoints par une centaine de combattants de l'**Armée syrienne libre** (ASL, marginalisée depuis un an)⁹ en provenance de Turquie, puis par des soldats kurdes d'Irak (**peshmergas**) en provenance d'Erbil et leur apportant l'artillerie qui leur faisait encore défaut¹⁰. Début novembre, la progression des Kurdes est désormais possible à l'extérieur de Kobané, mais le front se stabilise à l'intérieur de la ville, l'EI ayant miné les quartiers sous son contrôle. Le cœur de la bataille se déplace dès lors vers la zone sud-est, autour de la colline de Mashtanour et de la route de Raqqa, servant à l'approvisionnement des djihadistes, qui ne contrôlèrent plus que 20% de la ville¹¹ et dont le moral serait durement atteint¹². Le 29 novembre, pour desserrer l'état autour de la colline de Mashtanour, les djihadistes lancent une attaque précédée de kamikazes et d'une voiture piégée dans le nord de Kobané. Ils seraient venus pour cela

du territoire turc¹³, mais Ankara nie toute responsabilité dans les faits. Pendant quelques heures, les combats entre l'EI et YPG se dérouleront même de l'autre côté de la frontière¹⁴. Simultanément, l'EI lance des offensives au sud, au sud-est et à l'est de la ville, toutes repoussées par les Kurdes et l'aviation américaine. Début décembre, les djihadistes contrôlèrent à nouveau 40% de Kobané, mais les YPG seraient parvenus à créer une brèche vers le sud¹⁵.

2. CONTEXTE : DES ACTEURS TRANSNATIONAUX

Un nord aux mains des Kurdes. L'intensification des combats dans la guerre civile syrienne a poussé **Bachar el-Assad** à déléguer une partie de ses prérogatives de sécurité aux tenants des régions les moins touchées par le conflit, afin de permettre à l'armée syrienne de se redéployer sur la zone stratégique d'Alep. C'est dans ce contexte qu'en juillet 2012 les combattants des YPG/PYD ont pu prendre, sans accrochage, le contrôle des provinces situées autour d'Efrin, Derbasiyeh, Amudah, Derik et Kobané¹⁶. Néanmoins, comme le note l'historien Matthieu Rey, « *le PYD réussit à administrer les territoires, mais ne réussit pas à générer durablement les ressources financières nécessaires à la constitution d'une armée capable de résister à un agresseur de la taille de l'EI* »¹⁷. De fait, des combats sporadiques s'étaient déjà déroulés entre forces kurdes et ASL après juillet, ainsi qu'entre Kurdes et djihadistes du **front al-Nosrah**, sans toutefois que la *Rojaya* (entité kurde syrienne) ne soit foncièrement menacée. En octobre 2012, la ville frontalière avec la Turquie de Ra's al-Ain tombait aux mains de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIIL), avant d'être regagnée par les Kurdes à la mi-juillet 2013. Après l'assassinat du commandant kurde **Isa Huso** fin juillet, le PYD appelait à la mobilisation générale contre l'EIIL, qui choisit de répondre par l'enlèvement d'une centaine de Kurdes. La guerre ouverte entre les deux factions était ainsi déclarée¹⁸. Les Kurdes défendront Kobané jusqu'au bout, la ville et son canton étant au centre des zones de peuplement kurde en Syrie, et leur but étant de créer une zone autonome, comme en Irak¹⁹.

La progression fulgurante de l'Etat islamique. Si cette organisation terroriste a su attirer l'attention de la communauté internationale en 2014, sa création remonte en fait à plusieurs années. Ancien criminel converti au salafisme, le Jordanien **Abou Moussab al-Zarqaoui**

⁷ Deuxième bataille de Kobane, *op. cit.*

⁸ *Ibid.*

⁹ Des dissensions entre YPG et ASL vont cependant provoquer le départ d'une partie des combattants de cette dernière.

¹⁰ BARBANCEY, Pierre. Il charge son arme, mais la culasse résiste. *L'Humanité*, 3 décembre 2014. [EUROPRESSE].

¹¹ KOZAK, Christopher ; CAFARELLA, Jennifer. Syria Update : November 10 - 18, 2014. *Institute for the Study of War*, 18 novembre 2014. Consulté le 9/12/2014. Disponible sur : <http://urlz.fr/12cB>

¹² Le fait que des femmes fassent partie des combattants kurdes sèmerait par ailleurs le trouble chez les djihadistes, convaincus de ne pouvoir accéder au Paradis s'ils étaient tués par elles. Leur présence n'est pas étonnante, puisque les YPG, liées au PKK, sont d'obédience communiste.

¹³ KOZAK, Christopher ; CAFARELLA, Jennifer. Syria Update : November 25 - December 02, 2014. *Institute for the Study of War*, 2 décembre 2014. Consulté le 9/12/2014. Disponible sur : <http://urlz.fr/12cL>

¹⁴ BARBANCEY, Pierre. Kobane : des combats rue par rue, maison par maison. *L'Humanité*, 1^{er} décembre 2014. [EUROPRESSE].

¹⁵ BARBANCEY, Pierre. Il charge son arme (...), *op. cit.*

¹⁶ Guerre civile en Syrie : quel rôle y jouent désormais les Kurdes ? *CDEM*, 20 décembre 2012. Consulté le 9/12/2014. Disponible sur : <http://2doc.net/h9fco>

¹⁷ REY, Matthieu. Ce que révèle la bataille de Kobané. *Orient XXI*, 12 novembre 2014. Consulté le 10/12/2014. Disponible sur : <http://2doc.net/xz955>

¹⁸ RODIER, Alain, *op. cit.*

¹⁹ ROUSSEL, Cyril. Kobané, victime du grand jeu turc. *Orient XXI*, 15 octobre 2014. Consulté le 11/12/2014. Disponible sur : <http://urlz.fr/12XC>

séjourne en 1989 à Erat, en Afghanistan, puis au Pakistan. Il passe ensuite une grande partie des années 1990 dans une prison jordanienne, avant de retourner en 1999 en Afghanistan, où il fait la connaissance d'Oussama Ben Laden et d'Ayman al-Zawahiri. Al-Qaida ne l'intègre pourtant pas encore, jugeant son comportement trop excessif²⁰, mais lui fournit de quoi monter sa propre équipe. Le terroriste jordanien finit par se poser en Irak, où il dirige le groupe islamiste **Ansar al-Islam**. Dès 2002, il s'emploie à créer, à la demande du chef militaire d'al-Qaida, de nouveaux réseaux de djihadistes passant par la Syrie. A partir de 2003, Ansar al-Islam s'en prend indifféremment aux institutions mises en place en Irak par les Etats-Unis, à l'ONU, aux Irakiens collaborant avec Washington et aux *contractors* étrangers. Après la bataille de Falloujah de juin 2004, al-Zarqaoui est enfin adoubé par Ben Laden et al-Zawahiri, son groupe prenant dès lors le nom d'**al-Qaida en Irak (AQI)**²¹.

Depuis, son combat se concentre sur les chiïtes, précipitant l'Irak dans une guerre sectaire particulièrement meurtrière. Ayant des velléités territoriales, AQI est critiqué par les chefs centraux d'al-Qaida, puis par les autres insurgés et djihadistes irakiens. Trahi par l'un des siens, al-Zarqaoui est finalement exécuté en juin 2006. AQI doit également faire face au Mouvement du réveil (*Sahwa*) et au *Surge* américain qui veulent l'éradiquer. Cela n'empêche pourtant pas encore l'organisation de proclamer en octobre 2006 un Etat indépendant dans la province de Ninive près de **Mossoul** (nord-ouest de l'Irak). Cet **Etat islamique en Irak** (EII) est alors dirigé par l'Irakien Abou Omar al-Baghdadi. Tué à son tour dans un raid américain en avril 2010, ce dernier est remplacé par **Abou Bakr al-Baghdadi**, qui aura pour but de redynamiser une organisation affaiblie, mais étant parvenue à conserver des liens précieux en Syrie²².

Implanté près de Mossoul depuis 2006, l'EII cherche dorénavant à éviter les déboires qu'a connus AQI, en décidant cette fois de tisser des liens avec les sunnites baasistes pour « irakifier » sa base et se garantir ainsi des soutiens locaux. A partir de 2009, l'organisation reprend sa campagne terroriste, en mettant entre parenthèses une volonté de conquête territoriale l'exposant trop aux représailles. Le retrait des troupes américaines d'Irak en décembre 2011 lui permet de multiplier les attentats contre les forces de sécurité irakiennes. En juillet 2012, l'EII lance l'opération « Breaking the Walls » pour libérer des prisonniers politiques, notamment d'anciens salafistes et des baasistes ayant servi dans l'armée de Saddam Hussein, et constituer ainsi une « élite de dirigeants autochtones (...) capables d'une planification à long terme »²³. Parallèlement, l'organisation s'installe dans la région de l'Anbar, à l'est, limitrophe également de la Syrie. En juillet 2013, elle lance l'opération « Soldier's Harvest », qui lui permet d'établir des bases dans la province de Diyala, à l'est de Bagdad²⁴.

La guerre civile en Syrie permet à l'EII d'obtenir une plus grande profondeur stratégique. En avril 2013, l'organisation se rebaptise **Etat islamique en Irak et au Levant (EIL)** et renforce ses liens avec le front al-Nosrah. Cependant, des discordes vont rapidement apparaître entre les deux groupes, le chef d'al-Nosrah, **Abou Mohammad al-Joulani**, préférant prêter allégeance à al-Qaida. A la suite de combats entre les deux factions, plusieurs combattants d'al-Nosrah feront le choix de rejoindre l'EIL, dont le chef al-Baghdadi s'installe en Syrie, dans la ville de Raqqa. La scission est officialisée en février 2014²⁵. L'EIL grossit dorénavant ses rangs de combattants venus de l'étranger, notamment de pays occidentaux.

L'année 2013 est consacrée à **l'extension territoriale du califat**, au détriment des autres groupes rebelles et djihadistes. L'EIL parvient même à gagner la frontière turque, dans la province d'Idlib, au nord-ouest de la Syrie. Sa brutalité avec les populations locales ligue à nouveau contre lui une coalition de groupes rebelles dès le début de l'année 2014, sans pour autant parvenir à le chasser du pays, et au prix de lourdes pertes. N'hésitant pas à se retirer des zones où il est mis en difficulté, l'EIL conforte ses efforts sur Raqqa en Syrie et Mossoul en Irak, qui tombe dans son escarcelle en juin 2014. Cette victoire lui offre ainsi, via les banques de la ville et la mainmise sur le pétrole de la région, des ressources financières colossales lui permettant de devenir l'organisation terroriste la plus riche au monde²⁶. Actuellement à cheval sur deux territoires et fort de ses succès opérationnels, l'EIL se fait connaître à partir de juin 2014 **sous le nom d'Etat islamique**, signifiant de cette manière que son influence ne se limitera plus à la géographie locale, et se posant définitivement en rival d'al-Qaida. Ses ramifications s'étendraient aujourd'hui à la Libye, à l'Algérie, à l'Egypte et au Nigeria. Sa propagande guerrière commence maintenant à s'en prendre aux pays Occidentaux²⁷.

3. ENJEUX : DES RESONANCES INTERNATIONALES

Le jeu dangereux de la Turquie. En 2002, l'arrivée du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a marqué la réorientation de la politique extérieure turque vers le Moyen-Orient, dont l'une des clés est la Syrie²⁸. Erdogan parvient à améliorer les relations économiques et diplomatiques entre les deux pays, qualifiant Bachar el-Assad de « frère » et organisant des exercices militaires communs en 2009²⁹. Cependant, depuis le déclenchement de la guerre civile syrienne, un revirement lexicologique et politique s'est opéré : la Syrie est alliée à l'Iran, rival de la Turquie au Moyen-Orient ; la question kurde inquiète fortement Ankara depuis le retrait du régime de Damas au nord de la Syrie, car les YPG et le PYD sont proches du PKK et réputés dialoguer

²⁰ FONDIN, Richard. Le rôle de l'Iran dans la guerre d'Irak (2001-2011). *Géopolitique de l'Iran*, 12 mars 2013. Consulté le 10/12/2014. Disponible sur : <http://2doc.net/xl0rr>

²¹ MANTOUX, Stéphane. D'al-Qaida en Irak à l'Etat islamique (2003-2014). *DSI*, n° 107, octobre 2014, p. 30-33.

²² MANTOUX, Stéphane, *op. cit.*

²³ MAHAVEDAN, Prem, *op. cit.*

²⁴ MANTOUX, Stéphane, *op. cit.*

²⁵ MAHAVEDAN, Prem, *op. cit.*

²⁶ On parlerait d'au moins deux milliards de dollars d'actifs. MANTOUX, Stéphane, *op. cit.*

²⁷ MAHAVEDAN, Prem, *op. cit.*

²⁸ YILMAZ, Ozcan. Syrie : Ankara contre Téhéran ? *Politique étrangère*, n° 3, été 2014, p. 121-131.

²⁹ *Ibid.*

avec Assad. Erdogan aurait en outre mal accepté le refus par ce dernier de suivre ses conseils après le déclenchement de l'insurrection et de se rapprocher des Frères musulmans³⁰. Ankara milite donc désormais pour un changement de régime en Syrie³¹, et engage pour cela divers moyens : accueil sur le sol turc des cellules politiques de l'opposition syrienne, aide logistique à l'ASL, mobilisation politique de la communauté internationale contre le régime syrien, laisser-faire concernant le transit sur son territoire de djihadistes rejoignant l'insurrection, voire aide directe.

Ce point fait craindre aux Etats-Unis que l'aide turque aux rebelles profite aux terroristes d'al-Qaïda ou de l'Etat islamique. L'attitude ambiguë d'Ankara au sujet du siège de Kobané n'a d'ailleurs fait qu'alimenter ces craintes : la Turquie n'intervient pas directement et laisse ses soldats postés fin septembre à la frontière observer les combats à l'aide de simples jumelles. Si elle rejoint le 2 octobre la coalition anti-EI en permettant aux forces américaines d'utiliser ses bases aériennes et en promettant de former des rebelles « modérés », la Turquie reste fortement soupçonnée de vouloir affaiblir les Kurdes du nord de la Syrie en alimentant la logistique des djihadistes. En janvier 2014, la gendarmerie turque interceptait par exemple sept camions appartenant au MIT³² et destinés à alimenter les rebelles syriens en armes. D'autres témoignages émanant de l'administration turque semblent appuyer ces soupçons de connivence entre le gouvernement et les rebelles syriens, y compris l'Etat islamique. En réalité, le pouvoir turc aurait longtemps sous-estimé la dangerosité de ces groupes armés, et n'aurait commencé à infléchir officiellement sa position que lors de combats sur son propre territoire (cf. supra) et à la suite de la prise d'otage de diplomates turcs en Irak par EI, entre juin et septembre 2014³³.

Plusieurs auteurs ont tenté de justifier l'immobilisme turc lors du siège de Kobané par des raisons à la fois structurelles et conjoncturelles : depuis sa création, la Turquie moderne a toujours cherché à éviter de s'impliquer dans les conflits internationaux ou régionaux, et elle préfère ne rien faire plutôt que de favoriser indirectement les autres puissances régionales ; une intervention chez son voisin aurait des conséquences imprévisibles et collerait à la Turquie l'image d'un « envahisseur »³⁴ ; la prise d'otage de son personnel consulaire aurait paralysé la diplomatie turque pendant l'été 2014, alors qu'on attendait qu'elle condamne fermement l'EI lors des premières frappes américaines en Irak³⁵.

Les conséquences internes de l'attitude d'Ankara à l'égard du siège de Kobané n'ont pas tardé. La décision de fermer la frontière turque pour empêcher les combattants kurdes de rejoindre leurs frères d'armes a provoqué de vives réactions

dans la communauté kurde du pays. De nombreuses manifestations ont eu lieu à l'automne, au cours desquelles des affrontements ont fait une trentaine de morts. Ainsi, en refusant l'aide aux combattants kurdes de Kobané qu'elle accorderait encore aux djihadistes, Ankara a pris le risque de faire échouer les négociations de paix entamées en 2013 avec le PKK, et de laisser repartir sur son sol un conflit qui dure depuis trente ans et qui aurait déjà fait plus de 45 000 morts³⁶.

Le monde soumis à une nouvelle menace globale.

Depuis les coups d'éclat de l'EI en 2014 (prise de Mossoul et décapitations de journalistes largement diffusées sur les réseaux sociaux), l'Occident s'inquiète de l'augmentation des effectifs européens du groupe terroriste, ce qui ferait de cette nouvelle menace islamiste une question de sécurité nationale. Ne souhaitant pas faire revenir ses troupes sur le sol du Moyen-Orient, Washington a mis plusieurs mois pour se décider à former une coalition internationale contre l'EI, et a attendu septembre pour obtenir l'aval de la Ligue arabe (notamment la Jordanie et l'Arabie saoudite)³⁷. Certains experts estiment qu'une simple campagne de bombardements aériens ne suffira pas à démanteler l'organisation terroriste, soulignant au contraire la nécessité de s'en prendre à ses ressources financières et à ses réseaux d'armement, qui passeraient encore par le Qatar et l'Arabie saoudite³⁸. D'autres estiment plus décisif d'envoyer des troupes au sol, ce qu'aucun pays n'est pourtant prêt à faire. C'est donc vers la Turquie voisine et directement menacée par l'EI que tous les espoirs se tournent.

Autre facteur de complexité : les circonstances placent en effet la coalition américaine sur la même ligne politique que Damas, Téhéran et Moscou, qui redoutent l'accroissement d'un groupe terroriste très puissant sur les plans financier, opérationnel et psychologique (crainte d'une contagion vers le Caucase pour la Russie et d'une perte de contrôle du terrain en Irak pour l'Iran). Or, bien avant la crise ukrainienne, les divergences profondes sur le dossier syrien entre les deux camps faisaient déjà penser pour certains à un conflit international majeur : « *La Syrie représente le moment où l'Occident doit réaliser que le monde s'est véritablement scindé en deux* », affirmait en 2012 le Premier ministre canadien³⁹. L'EI fera-t-il finalement l'unanimité contre lui ?

³⁰ BITAR, Karim Emile. La révolution syrienne phagocytée par le jeu des puissances. *IRSEM*, novembre 2014. Consulté le 11/12/2014. Disponible sur : <http://urlz.fr/12Yg>

³¹ SARIIBRAHIMOGLU, Lale. On the borderline. Turkey's ambiguous approach to Islamic State. *Jane's Intelligence Review*, vol. 26, n° 11, novembre 2014, p. 8-13.

³² Milli Istihbarat Teskilati : Organisation nationale du renseignement.

³³ SARIIBRAHIMOGLU, Lale, *op. cit.*

³⁴ RODIER, Alain, *op. cit.*

³⁵ MARCOU, Jean. « Etat islamique » à Kobané : pourquoi la Turquie ne bouge pas ? *OVIPO*, 6 octobre 2014. Consulté le 11/12/2014. Disponible sur : <http://2doc.net/kmlmt>

³⁶ SARIIBRAHIMOGLU, Lale, *op. cit.*

³⁷ BASBOUS, Antoine. Faire la guerre aux djihadistes. *La nouvelle revue géopolitique*, n° 126, septembre 2014, p. 37-38.

³⁸ GUERLAIN, Pierre. Un piège tendu par les islamistes ? *La nouvelle revue géopolitique*, n° 126, septembre 2014, p. 39-40.

³⁹ BITAR, Karim Emile, *op. cit.*